

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
SEANCE ORDINAIRE PUBLIQUE
DU 30 MAI 2013

Délibération n° 013 - 2013

Date de transmission en Préfecture : **31 MAI 2013**

Date de la convocation du Conseil Municipal : le 24 mai 2013

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice au jour de la séance : 19

Président : Jean-Pierre ROCHE, Maire

Secrétaire de séance : Jocelyne WLASSEWITCH

Membres présents à la séance : Jean-Pierre ROCHE – Christiane BREVET – Laurent GUILLEMOT – Philippe MARMONT - Albert BEREZIAT - Georges SAIVE - Gérard MONTBARBON – Stéphanie LAURENCIN - Annie MICHEL – Claudine CHUDZIK - Jocelyne WLASSEWITCH - Alain LAURENCIN – Pierre LAMBERET - Marie PACAUD-PEREIRA – Fabrice THOMASSON –

Membres excusés ayant donné pouvoir : Catherine POCHON (pouvoir à Jean-Pierre ROCHE) - Patrick LAUBRIAT (pouvoir à Stéphanie LAURENCIN) - Karen CAVILLON (pouvoir à Christiane BREVET) - Christine ARNOSI/STOKER (pouvoir à Philippe MARMONT)

OBJET : Droit de préemption urbain – Modification suite à l'approbation du P.L.U.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération en date du 27 janvier 1994, le Conseil Municipal avait institué un droit de préemption urbain sur les zones U et NA du plan d'occupation des sols approuvé le 24 novembre 1993. Ce document ayant fait l'objet d'une révision générale et d'une transformation en PLU approuvée le 6 mai 2013 par délibération du SIVOM d'Agglomération de Jayat-Malafretaz-Montrevel-en-Bresse, compétent en matière de PLU, il convient de modifier le champ d'application du droit de préemption urbain pour l'adapter au nouveau Plan Local d'Urbanisme.

Il rappelle à l'assemblée les objectifs d'aménagement définis à l'occasion de la révision générale du POS;

Il indique à l'assemblée que le droit de préemption peut être exercé par la commune en vue de la réalisation, dans un but d'intérêt général, d'opérations ou actions répondant aux objectifs définis et strictement énumérés par la loi.

La possibilité d'exercer ce droit de préemption par la commune lui permet de :

- Poursuivre la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat, notamment sur les secteurs déjà urbanisés de la commune pour une revitalisation du tissu urbain (zones urbaines centrales de l'agglomération et de Cuet, et leurs zones périphériques équipées et/ou desservies) ou dans les zones de développement stratégique de l'habitat (zones à urbaniser en particulier sur les secteurs du Grand Sillon, de Bois du Banc, de Doucet, de l'Hôpital, de la Vignette et des Luyers ;
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, en particulier sur les secteurs de forte concentration du centre de l'agglomération de Montrevel et de la Serve – Treize Vents ;
- Favoriser le développement des loisirs et du tourisme ;
- Réaliser des équipements collectifs, en particulier les équipements scolaires (écoles primaires et maternelles, collège et équipements complémentaires), sociaux ou médicaux, festifs, sportifs, culturels ou d'agrément (parcs et jardins...) ;
- Sauvegarder ou mettre en valeur du patrimoine bâti ou non bâti et/ou lutter contre l'insalubrité ;
- Constituer des réserves foncières en vue notamment de permettre la réalisation des actions ou opérations d'aménagement ci-avant mentionnées ;

Suite à cet exposé et après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2124 et L 2122-22-15°,
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 210.1, L 211.1 et suivants, L 213-1 et suivants, L 300-1 et R 211.1 et suivants, R 213-1 et suivants,
- Vu la délibération du 6 mai 2013 du comité syndical du SIVOM d'agglomération de Jayat-Malafretaz-Montrevel-en-Bresse approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
- Considérant l'intérêt pour la commune d'instaurer un droit de préemption urbain dit simple sur les secteurs du territoire communal lui permettant de mener à bien sa politique foncière au regard des objectifs définis ci-dessus,

à l'unanimité,

1. Modifie le champ d'application du droit de préemption urbain dit simple pour l'instituer sur l'ensemble des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures telles qu'elles figurent au plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 6 mai 2013, soit
 - les Zones Urbaines, comprenant en particulier les sous-secteurs UA, UB, UBa, UBb et UX,
 - les Zones à Urbaniser, comprenant en particulier les sous-secteurs 1AUa et 1AUe,
 - les Zones d'Urbanisation future, comprenant en particulier les sous-secteurs 2AU et 2AUX.
2. Précise que le périmètre d'application du droit de préemption dit simple est reporté à titre informatif sur un fonds cadastral annexé à la présente délibération.
3. Précise que le périmètre d'application du droit de préemption dit simple sera annexé au dossier du Plan Local d'Urbanisme, conformément à l'article R123-13 du code de l'urbanisme.
4. Précise que le droit de préemption Urbain entrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire (article R 211-2, R 211-3 du Code de l'Urbanisme).
5. Décide qu'en application de l'article R 211-2 du code de l'Urbanisme, la présente délibération :
 - fera l'objet d'un affichage en mairie de Montrevel-en-Bresse durant un mois,
 - fera l'objet d'une mention insérée dans deux journaux diffusés et habilités à publier dans le département de l'Ain des annonces judiciaires et légales (le Progrès et la Voix de l'Ain).
6. Décide qu'en application de l'article R 211-3 du Code de l'Urbanisme, qu'une copie de la présente délibération et du plan annexé sera transmise :
 - à Monsieur le Préfet de l'Ain,

Envoyé en préfecture le 31/05/2013

Reçu en préfecture le 31/05/2013

Affiché le 31 Mai 2013

- à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat,
- à Monsieur le Président de la Chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué près du Tribunal de Grande Instance de Bourg-en-Bresse (Ain),
- au greffe du même tribunal,
- à la Direction Départementale des Territoires de l'Ain.

7. Dit qu'en application de l'article L 213-13 du Code de l'Urbanisme, est tenu un registre dans lequel sont inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice ou par délégation de ce droit, ainsi que l'utilisation effective des biens ainsi acquis. Toute personne pourra le consulter en mairie aux heures d'ouverture des services ou en obtenir un extrait.
8. Charge Monsieur le maire de signer tous les documents nécessaires à l'institution de ce droit.
 - La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

AINSI FAIT ET DELIBERE, les jour, mois et an susdits.

ET ont signé au registre tous les membres présents.

Montrevel-en-Bresse, le :



5 Juin 2013
Pour copie certifiée
conforme à l'original
Pour le Maire,



Pour Copie Certifiée Conforme,
Le Maire,

Jean-Pierre ROCHE

Je certifie que le présent acte
est exécutoire conformément aux
lois et règlements, après transmission
et publication ou notification

